Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2018)
Heft: 2208

Artikel: Questionner la mondialisation : le monde meilleur qui nous était promis n'est pas au rendez-vous [à suivre]

Autor: Ghelfi, Jean-Pierre

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1023261

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 16.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Questionner la mondialisation

Le monde meilleur qui nous était promis n'est pas au rendez-vous

Jean-Pierre Ghelfi - 06 juin 2018 - URL: https://www.domainepublic.ch/articles/33285

Commencerait-on à pouvoir apprécier les conséquences de la mondialisation de l'économie? Les échanges commerciaux, figés durant la deuxième guerre mondiale, ont été relancés en 1947 avec la création du Gatt (General agreement on tariffs and trade = Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce). La chute du mur de Berlin (1989) et la fin de la guerre froide ont donné un nouvel élan aux échanges en 1996, dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), à laquelle participe la très grande majorité des pays.

Il y a moins de 25 ans, un large consensus existait sur l'idée qu'une ouverture généralisée des frontières au commerce international constituait une avancée majeure dans la consolidation d'un monde pacifié et plus prospère. La Suisse comptait parmi ses plus chauds partisans. Un petit pays qui vit de ses exportations serait nécessairement gagnant. Il avait aussi le devoir d'y participer puisqu'il accueillait le siège du Gatt, puis celui de l'OMC.

Les sceptiques étaient en revanche qualifiés de protectionnistes attardés qui ne comprenaient rien à la marche du monde et aux bienfaits du libre-échange. Pourtant on ne peut pas dire, avec Suzanne Berger, que la première mondialisation intervenue entre 1870 et 1914 ait été une grande réussite.

Mais voilà! Comme souvent dans la vie, on peut partir d'un bon sentiment, avec un projet porteur d'avenir, sans voir ou savoir que le chemin deviendrait beaucoup plus compliqué et moins radieux qu'on ne l'imaginait. La mondialisation a pris en effet une dimension et une extension qui justifient un examen critique et une interrogation sur ses tenants et aboutissants.

Les effets d'annonce

Sans prétendre à l'objectivité ni surtout à l'exhaustivité, voyons ce que cet examen pourrait nous apprendre.

Quelles sont les caractéristiques actuelles de l'économie mondialisée? Le creusement des inégalités ne cesse de s'accentuer. Les nationalismes redressent la tête et prennent à revers des décennies d'extension progressive du libre-échange. Présentée comme la démonstration ultime de l'efficacité des marchés concurrentiels et de la spécialisation des pays dans les domaines où ils disposent (ou disposeraient) d'un avantage comparatif, la mondialisation se heurte à un scepticisme croissant.

Schématiquement, la mondialisation a favorisé la constitution d'entreprises multinationales. Elles font travailler les gens là où ils sont le moins payés. Elles offrent leurs produits et leurs services dans les pays où le pouvoir d'achat est le plus élevé. Elles paient leurs impôts dans ceux où ils sont les plus avantageux — d'où une concurrence mortifère au moins-disant fiscal.

La situation est peut-être bien pire. Les inégalités n'affectent pas seulement les personnes à l'intérieur de la plupart des pays, mais aussi les pays entre eux. Le *«marché»* non seulement ne parvient pas à impulser un développement effectif des plus pauvres, mais il les maintient en outre dans une situation de dépendance. Les multinationales parviennent à accéder aux matières premières dont elles ont besoin. Elles n'hésitent pas à l'occasion à corrompre des régimes qui exploitent et laissent exploiter leurs populations. Si tel n'était pas le cas, croit-on que nous verrions des millions de personnes en provenance d'Afrique et du Proche-Orient émigrer, ou vouloir émigrer en Europe?

La mondialisation apporte aussi une contribution significative à l'accumulation des pollutions de toutes natures qui étouffent progressivement la planète.

Tous les pays, ou presque, ont signé l'Accord de Paris sur le climat (2015). Mais aucun (sinon lequel?) ne prend sérieusement les mesures nécessaires pour atteindre les objectifs fixés — une augmentation de la température du globe n'excédant pas 2°C par rapport à l'ère préindustrielle. Seuls les effets d'annonce sont à la hauteur des enjeux, donnant l'illusion de politiques volontaristes!

Faibles hausses des salaires

La Suisse ne se trouve pas dans une position différente. Les multinationales qui y sont implantées n'hésitent pas non plus à délocaliser leur production si tel est leur intérêt. Notre pays s'est parfaitement formaté aux règles de ce système. Ni meilleur ni moins bon, jouant sur ses particularités pour se différencier et s'efforcer de tirer son épingle du jeu. Si besoin, il traîne les pieds aussi longtemps et lourdement que possible pour retarder l'application de nouvelles règles internationales de transparence et de respect des droits sociaux élaborées par l'OCDE ou l'UE.

La question se pose donc de savoir si, dans le processus de mondialisation de l'économie, des marchés concurrentiels, ceux de la finance en particulier, peuvent fonctionner de manière satisfaisante pour permettre d'améliorer effectivement les conditions de vie des gens. Eu égard à tous les avantages annoncés par la libéralisation de l'économie, la réponse devrait être affirmative. Or elle ne l'est pas.

Le paradoxe est en effet que, depuis le tournant du siècle, le chômage ne se résorbe pas et les hausses de salaire, quand il y en a, sont les plus faibles depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Dans le même temps, les multinationales réalisent des profits considérables, offrent des rémunérations à sept ou huit chiffres à leurs dirigeants et distribuent des dividendes toujours plus substantiels à leurs actionnaires.

Dira-t-on que cette appréciation est biaisée par la crise de 2008 dont les conséquences ne seraient pas encore entièrement résorbées? Cette objection vaut peut-être en partie en Europe. Mais pas ou moins dans les autres continents.

La difficulté de savoir ce qui se passe vraiment réside dans le fait que l'économie n'a pas grand-chose de scientifique. Elle est une science humaine qui tente de comprendre le fonctionnement réel d'un processus qui se modifie en continu. D'assez longues périodes sont nécessaires pour qu'apparaissent les effets cumulés des changements dont elle est le siège. Avec les incertitudes et les approximations qui en découlent.

Pour émettre des considérations pertinentes, il importe de s'intéresser aux attitudes des êtres humains. Le modèle standard de l'économie libérale part de l'idée que les gens adoptent des comportements rationnels qui visent à maximiser leur intérêt personnel. Ce n'est pourtant là qu'un versant de leur attitude. L'autre est qu'ils ont également une morale, une éthique, le sens de l'équité et de la solidarité, et même qu'ils savent faire preuve d'un peu d'altruisme — problématique qui a été abondamment analysée par Amartya Sen.

La mondialisation flatte les aspects égoïstes des être humains, mais frustre leurs penchants altruistes. Cette ambiguïté provoque une tension qui peut devenir insupportable, au propre comme au figuré, pour les gens *«ordinaires»*. Certains s'en libèrent en soutenant les mouvements nationalistes ou populistes, en rejetant les élites et les experts qui leur avaient annoncé un monde meilleur qui n'est pas au rendez-vous. Ils peuvent même avoir le sentiment que c'est l'inverse qui se produit: plus l'économie se mondialise, plus les puissants deviennent riches, immensément riches, moins les revenus du travail progressent.

Le creusement des inégalités ne se réduit pas à un phénomène statistique. C'est une réalité d'autant plus durement ressentie que le processus de mondialisation a tendance à exacerber plutôt qu'à résorber ces excès.

(A suivre)